

Maître d'ouvrage:

GAEC Sarasin

1 LA SEGONDINIÈRE

85150 LA CHAPELLE ACHARD

Commune déléguée : Les Achards

Pré études technique et réglementaire

PROJET DE RESERVE EN EAU

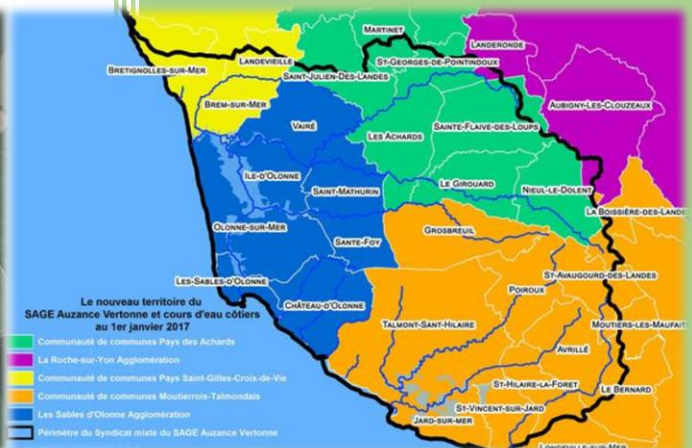


Table des matières

1. Identification de l'exploitation :	2
2. Objet du dossier :	2
2.1 Projet :	2
2.2 Motivations :	2
2.3 Situation géographique	4
2.4 Contexte règlementaire :	6
2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet :	7
2.6 Approche économique	7
2.7 Urbanisme	7
3. Contexte environnemental :	9
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau :	9
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation	9
3.1.2 Situation géologique et morphologique.....	11
3.2 Les secteurs d'intérêt particulier.....	12
3.2.2 Natura 2000.....	12
3.2.3 Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire	14
3.3 Les zones humides.....	15
3.4 Environnement proche.....	17
3.4.1 Espace Naturels sensibles.....	17
3.4.2 Habitation.....	17
3.5 Servitudes	18
3.6 Plan des parcelles irrigables	19
4. Le SDAGE et le SAGE.....	20
5. Conclusion.	22

1. Identification de l'exploitation :

GAEC Sarasin
Mr CHARIAUD Dominique (le Gérant)
1 LA SEGONDINIÈRE
85150 LA CHAPELLE ACHARD
Commune déléguée : Les Achards

Exploitation polyculture élevage

SAU 270,87 ha
UTH : 2 + 1 projet d'installation d'un Jeune Agriculteur

Productions animales de l'exploitation :

Bovins engraissement : Effectif : 552

Volailles, canards de barbarie : Effectif : 33 250

2. Objet du dossier :

2.1 Projet :

Le projet consiste à créer une réserve collinaire permettant le stockage d'environ 70 000 m³ d'eau de ruissellement issues de la zone industrielle en phase d'agrandissement.

Le projet se situe au lieu-dit La Segondinière sur la commune de La Chapelle Achard, commune déléguée de « Les Achards ».

2.2 Motivations :

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 70 000 m³.

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures fourragères permettra d'assurer un rendement minimum et de garantir la pérennité de l'atelier taurillons sur l'exploitation. En effet les évolutions climatiques avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes compromettent la production de fourrage de l'exploitation.

L'efficience de l'eau permettra un stockage suffisant pour répondre aux besoins.

L'irrigation permettra de diminuer les surfaces de culture en maïs et ainsi ouvrira l'accès à des cultures contractualisées avec la garantie de rendements mais aussi de prix définis pour l'agriculteur.

La pérennisation de l'exploitation passera par ce type de fonctionnement avec un jeune agriculteur en place et l'installation d'un second début 2020.

Le parcellaire cultivable de l'exploitation, située proche de la zone d'activité de la Mothe Achard est fortement diminué depuis quelques années avec les aménagements de la zone industrielle. Les exploitants sont, dans ce contexte, contraint de céder les terres agricoles, qu'il faut compenser par l'augmentation de la marge sur les cultures et des rendements supérieurs à ceux existants.

EMPRISE DE LA ZONE INDUSTRIELLE
Tranches 4 , 5 et 6



2.3 Situation géographique

La Chapelle-Achard



La mairie.



Administration

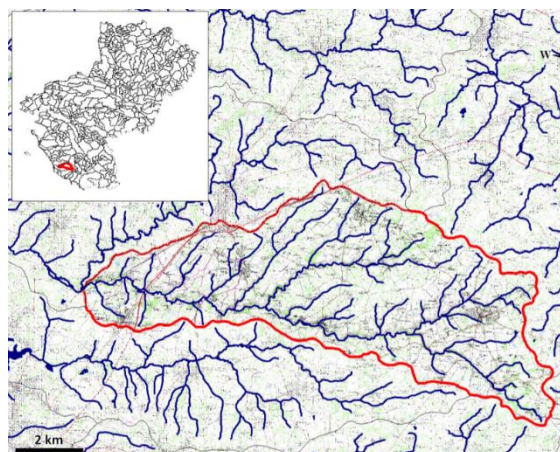
Pays	 France
Région	Pays de la Loire
Département	Vendée
Arrondissement	Les Sables-d'Olonne
Canton	Talmont-Saint-Hilaire
Intercommunalité	Communauté de communes du Pays-des-Achards
Code postal	85150
Code commune	85052

Géographie

Coordonnées	 46° 35' 25" nord, 1° 38' 45" ouest
Altitude	38 m Min. 7 m Max. 58 m
Superficie	21,84 km ²

Localisation

Géolocalisation sur la carte : France



Coordonnées du projet : Latitude 46.606777°
Longitude : -1.632143

Code masse d'eau : FRGR0568 – LA CIBOULE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC L'AUZANCE

Localisation du site (Photo 2016)



Sage Auzance Vertonne et cours d'eau côtiers	La commune de La Chapelle Achard fait partie du périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion Auzance Vertonne et cours d'eau côtiers. Le projet tiendra compte du règlement de SAGE en place, notamment sur la création des retenues d'irrigation.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet ne portera pas atteinte à une zone humide
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Non Concerné Le projet consiste à collecter les eaux issues du bassin versant gravitaire situé en amont, en grande partie les eaux de la zone industrielle de la Mothe Achard.
2.1.5.0 Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D) Le projet s'inscrit dans le cadre de la création d'une nouvelle tranche de zone industrielle, proche du site d'étude. Le projet collectera une partie des eaux de cette zone. La communauté de commune, en charge du dossier, effectuera un premier traitement avec renvoi vers la retenue. La communauté de commune sera en charge du dossier d'incidence portant sur les rejets.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	La surface du projet représentera un miroir d'eau de moins de 3ha.
3.2.4.0. vidange de plan d'eau 1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m ³ (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 (D)	Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet ne se situe pas en Zone de Répartition des Eaux

2.4 Contexte réglementaire :

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à permis d'aménager, suivant les surfaces d'affouillement, notamment. Celles-ci seront déterminées plus exactement après les sondages techniques et les relevés topographiques.

2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet :

La retenue sera positionnée sur les parcelles cadastrées N° 052 ZB 39 de la commune nouvelle des Achards.

La totalité de l'emprise est en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux mais aussi de son mode d'alimentation en eau.

La nouvelle implantation sera faite sur des terres agricoles, cultivées par le GAEC.

2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

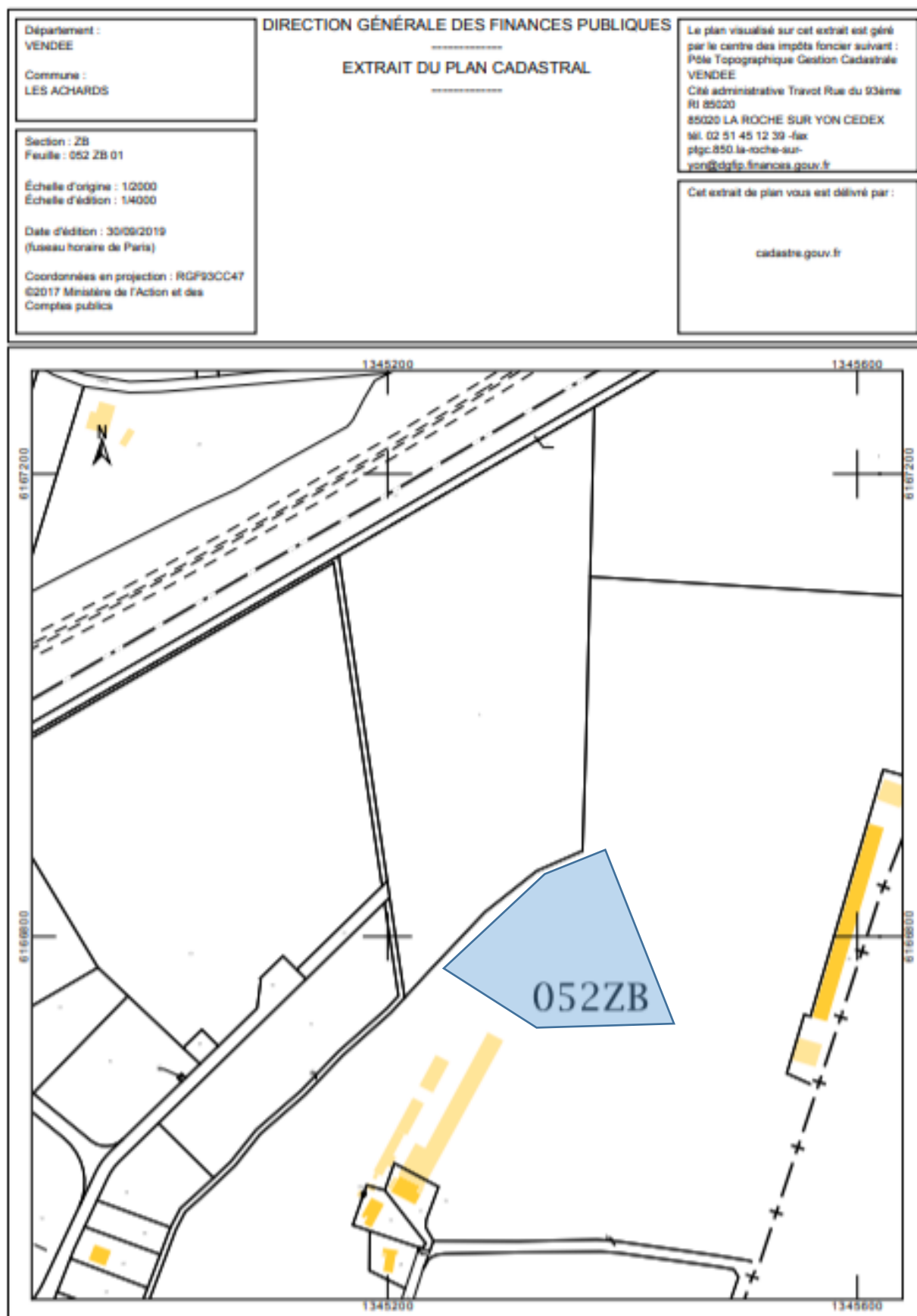
Le but du projet est d'assurer la production de fourragères pour l'exploitation, qui représente la charge principale et aussi de développer les cultures spécifiques telles que le légume de pleins champs et la semence.

Ces cultures apportent une valeur ajoutée en termes de marge et permettent de sécuriser le système d'exploitation en contractualisant les récoltes.

2.7 Urbanisme

De par ses caractéristiques, le projet sera soumis à un permis d'aménager, son emprise totale étant supérieur à 2 ha et sa hauteur supérieure à 2m.

La parcelle du projet se situe en zone A, autorisant ce type de travaux à vocation agricole. Le PLUi est en cours d'élaboration en lien avec la Communauté de communes des ACHARDS. Le projet suivra les prescriptions du PLUi ou PLU lors du dépôt de dossier d'urbanisme.



3. Contexte environnemental :

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau :

La commune des Achards est située dans le bassin versant Auzance Vertonne
L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.

Pluviométrie à la Mothe Achard

Source station météo France à La Mothe Achard

	janv	fev	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen Précipitation	99,1	70,7	67,7	75,2	68,3	45,1	52,4	48,7	80,7	115,5	112,1	112,3	947,8

En période de prélèvement autorisé, du 1er novembre au 31 mars, le cumul des précipitations représente 461.9 mm.

Il sera aussi tenu compte de la pluviométrie annuelle pour le calcul des eaux rejetées par la zone industrielle, qui s'écouleront tout au long de l'année, 947.8 mm

3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation

Le bassin versant d'alimentation de la retenue

L'estimation porte à 20 ha de bassin versant. Celui-ci est constitué de voiries, de zones urbanisées et de terres agricoles drainées.



Calcul des ruissellements :

Il sera appliqué les coefficients de ruissellement comme suit :

Surfaces agricoles drainées : 0.25 (16 ha) 18 476 m3

⇒ $0.25 \times 16 \text{ ha} \times 461.9$

Pluies sur impluvium : 1 (2.8 ha) 26 538 m3

⇒ $1 \times 2.8 \text{ ha} \times 947.8$

Surfaces urbanisées et voiries : 0.9 (7 ha) 59 711 m3

⇒ $0.9 \times 7 \times 947.8$

Total 104 725 m3

Rappel :

Pluviométrie du 1^{er} novembre au 31 mars : 461.98

Pluviométrie annuelle : 947.8

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1^{er} novembre au 31 mars. En dehors de cette période, les eaux de ruissellement, hors surface de zone urbanisée, seront dévoyées vers un fossé de contournement permettant la déconnection de la retenue et le milieu. Le pompage sera aussi stoppé une fois la période de remplissage terminée.

Seules des eaux de rejet issues des surfaces imperméabilisées de la zone artisanale seront dirigées vers la retenue, toute l'année.

L'ouvrage sera équipé d'échelle limnimétrique et de compteur afin de s'assurer du volume stocké durant le remplissage de l'étang.

La communauté de commune est en charge de la gestion des rejets d'eau issus de la zone imperméabilisée. Des échanges ont lieux avec le pétitionnaire afin d'orienter les rejets vers la retenue d'irrigation. Toutefois, un bassin de décantation sera mis en place avant rejet vers le plan d'eau du GAEC Sarasin. Ce bassin permettra aussi de stopper l'écoulement de l'eau vers l'étang en cas de pollution accidentelle sur la zone industrielle. (Fuite d'hydrocarbure ou eau d'extinction d'incendie).

3.1.2 Situation géologique et morphologique



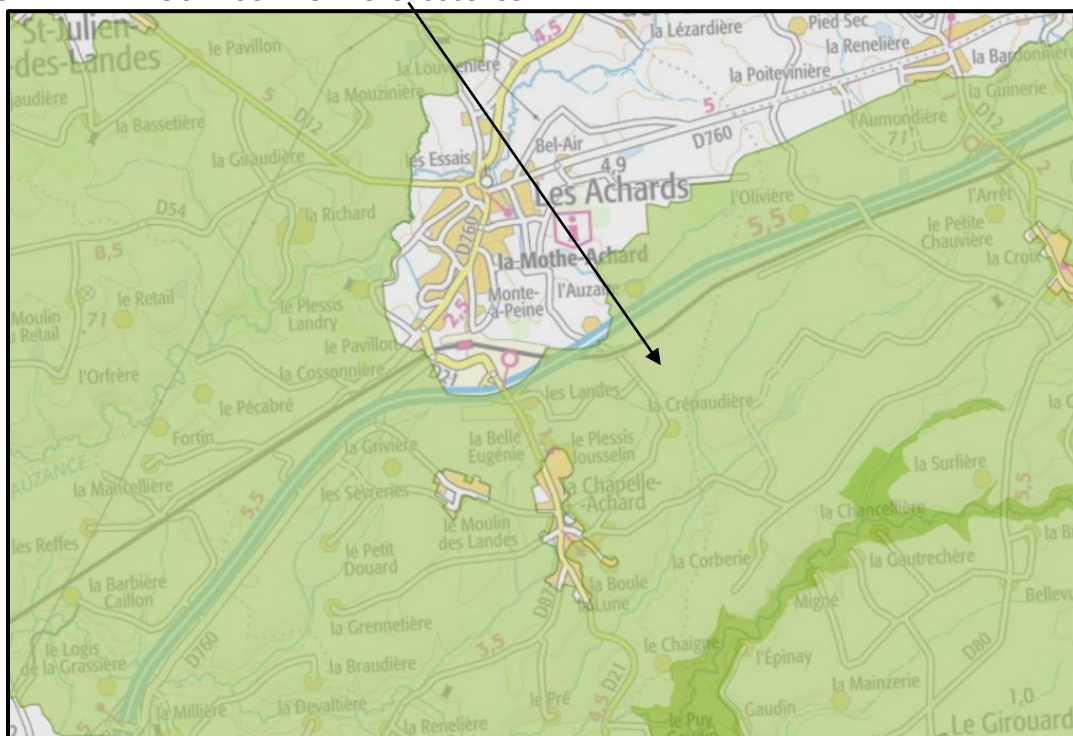
Suivant la carte géologique N°584 des Sables d'Olonne - Longeville, le projet se localise sur une zone Quaternaire : Limons éoliens (Würm)

Le territoire communal est installé sur des terrains anciens où dominent des roches sédimentaires métamorphisées à des degrés divers qui s'organisent des plateaux vers les vallées. Le terrain de La retenue est localisé sur des formations schisteuses paléozoïques (silurien).

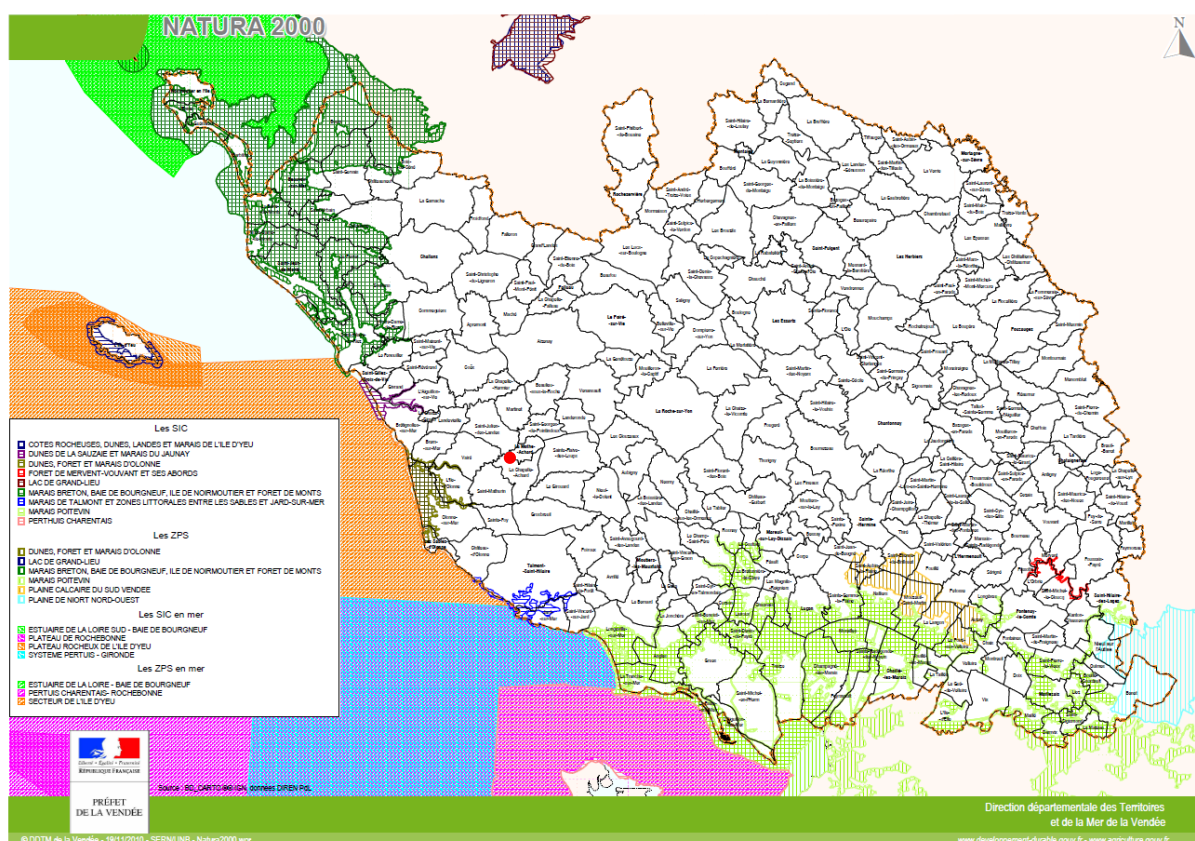
La commune se situe sur des schistes et des terrains cristallophylliens. La région est peu propice aux nappes souterraines. Seuls les granits fissurés peuvent constituer des aquifères. Les nappes superficielles sont directement alimentées par les précipitations exposées aux pollutions diffuses.

3.2 Les secteurs d'intérêt particulier

Le site potentiel sélectionné pour la création de la retenue se superpose à un périmètre de protection d'un patrimoine d'intérêt biologique, ZNIEFF de type II, BOCAGE A CHENE TAUZIN ENTRE LES SABLES D'OLONNE ET LA ROCHE-SUR-YON ref 520005733



3.2.2 Natura 2000



Le projet se situe à plus de 10 km du site Natura 2000 le plus proche (Directir Habitat FR5200656 Dunes, forêt et marais d'Olonne)

Le projet ne se superpose pas à une zone Natura 2000 et ne se situe pas non plus dans un environnement proche.

La retenue n'aura pas d'incidence sur la zone Natura 2000 répertoriée à plus de 10 km.

Milieux dunaires importants reposant sur schistes et localement calcaires ; à l'arrière, vaste ensemble de marais salés avec entrées d'eau contrôlées.

Qualité et importance

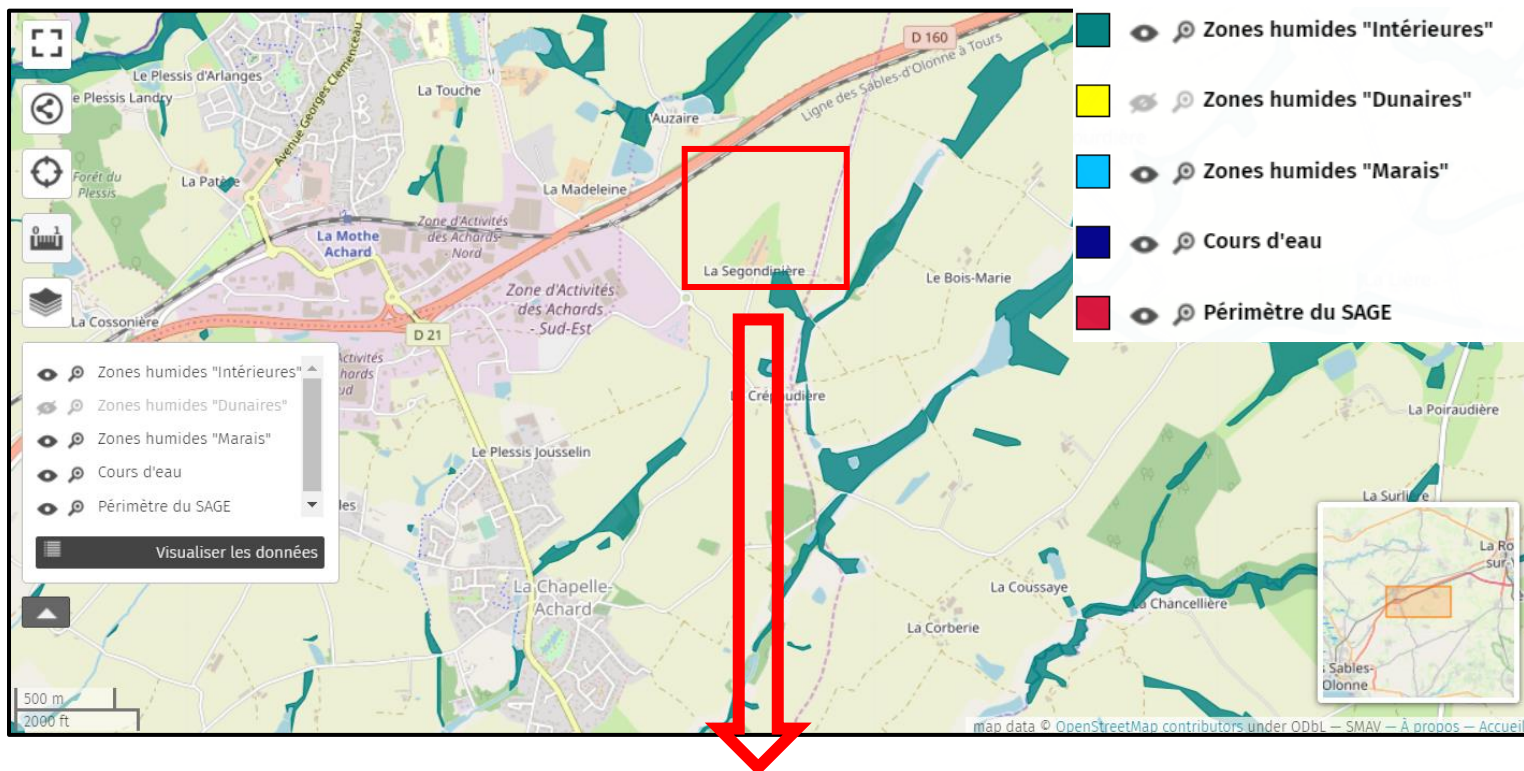
Belles étendues de dunes mobiles et fixées avec de nombreuses dépressions humides, dont certaines tourbeuses. Très belle zonation de la végétation de ces milieux. Forêt plantée de Pins maritimes depuis le XIX^e siècle avec diverses espèces d'orchidées en sous-bois et quelques Chênes verts spontanés. Marais salants pour la plupart abandonnés, mais avec belle végétation halophile ; quelques marais doux au contact des massifs dunaires ; quelques pelouses calcaires près des marais.

Vulnérabilité

Les ensembles dunaires sont menacés par la surfréquentation : piétinement, pratiques diverses (vélo, parapente) non contrôlées ; les marais sont pour la plupart abandonnés, ainsi que le pâturage des "levées" ; le développement de la pisciculture dans les anciens bassins des salines peut entraîner des modifications de milieux dont l'impact reste à évaluer.

3.3 Les zones humides

(Inventaire des zones humides du SAGE)



La parcelle concernée par le projet ne présente pas de zone humide.

Détermination des zones humides

Plan des prélèvements tarière sur l'aire d'étude

Les sondages ne font apparaitre aucune zone humide sur l'emprise.



La séquence Eviter / Réduire / Compenser a été appliquée dans un premier temps, avec l'intention d'une implantation de retenue sur une parcelle présentant une zone humide. La visite avec les services DDTM85 pour l'inventaire des cours d'eau/zone humide a révélé la présence d'un cours d'eau sur cette parcelle, interdisant tout projet de barrage de retenue d'eau. C'est pourquoi le projet se situe plus au nord, sur une parcelle agricole cultivée, ne présentant aucune zone humide. La démarche d'Evitement a été prise en compte pour ce projet.

3.4 Environnement proche

3.4.1 Espace Naturels sensibles

Afin de préserver la qualité des sites et des paysages, le Département de la Vendée assure leur gestion et permet l'ouverture au public de sites de grand intérêt écologique. Au total, 108 ENS sont recensées en Vendée.

L'ENS le plus proche est situé sur la commune de d'Olonne sur Mer (la Cochetière), à 9,5 km au sud-ouest de la zone d'étude. Par ailleurs, il existe une zone de préemption à Grosbreuil (la Bénatonnière), à 7,5 km au sud de la zone d'étude. En définitive, en termes de zonages d'inventaire, seules deux ZNIEFF sont identifiées dans un rayon de 3 km autour du site d'étude.

Même si les ZNIEFFs n'ont pas de valeurs juridiques, une attention particulière sera portée pour la création de la retenue sur les incidences du projet vis-à-vis des zones recensées, y compris durant la phase travaux.

Le projet ne devrait pas nécessiter d'abattage de haie.

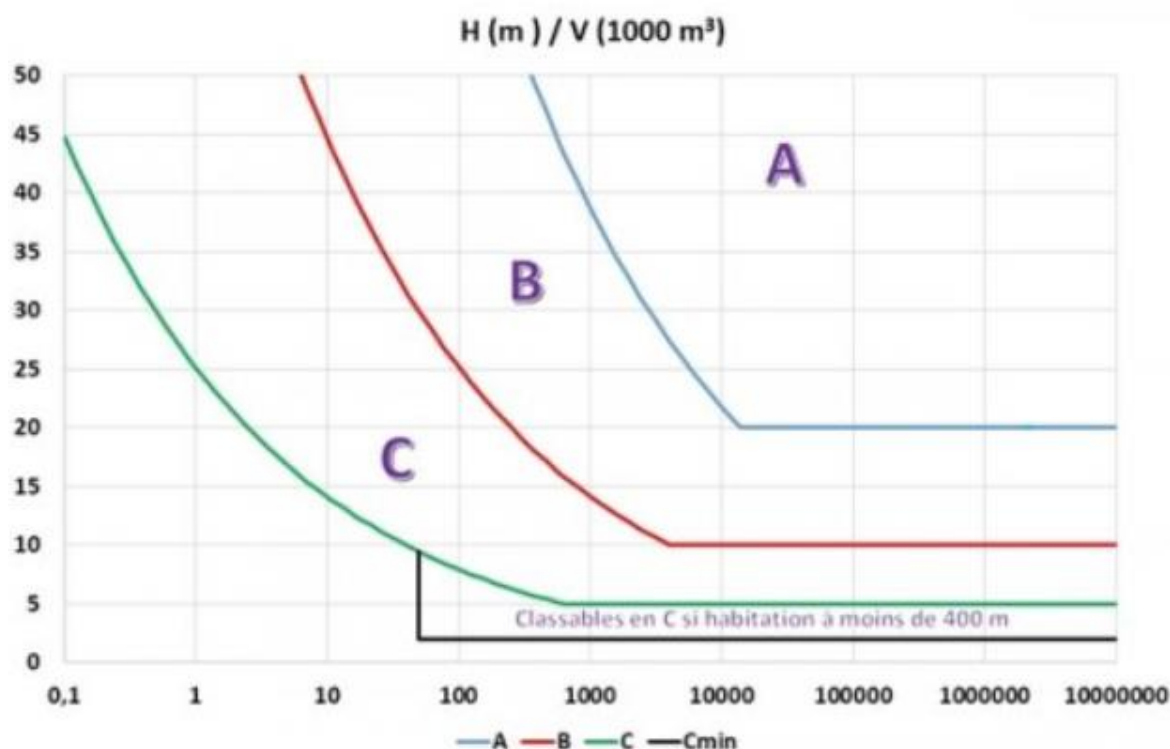
3.4.2 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage.

Les hauteurs de digues seront déterminées lors de l'étude technique. Même si le niveau d'eau pourrait dépasser une hauteur de 5 m lors du remplissage maximal, le coefficient K restera inférieur à 20, tout en ayant des habitations à moins de 400 m.

Le volume hors sol représentera environ 30 000 m³ à 35 000 m³.

A noter que les maisons d'habitations sont celles des pétitionnaires, situées en dehors du talweg naturel de l'étang écartant le risque inondation en cas de rupture accidentelle.



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K \geq 20$. Relèvent également de la même classe les barrages de hauteur supérieure à 2m, qui retiennent aussi plus de 0,05 millions de m³ d'eau et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Le projet n'est pas concerné par les classes de barrage. (Hauteur inférieure à 5m et $K < 20$)
 Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.
 Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.

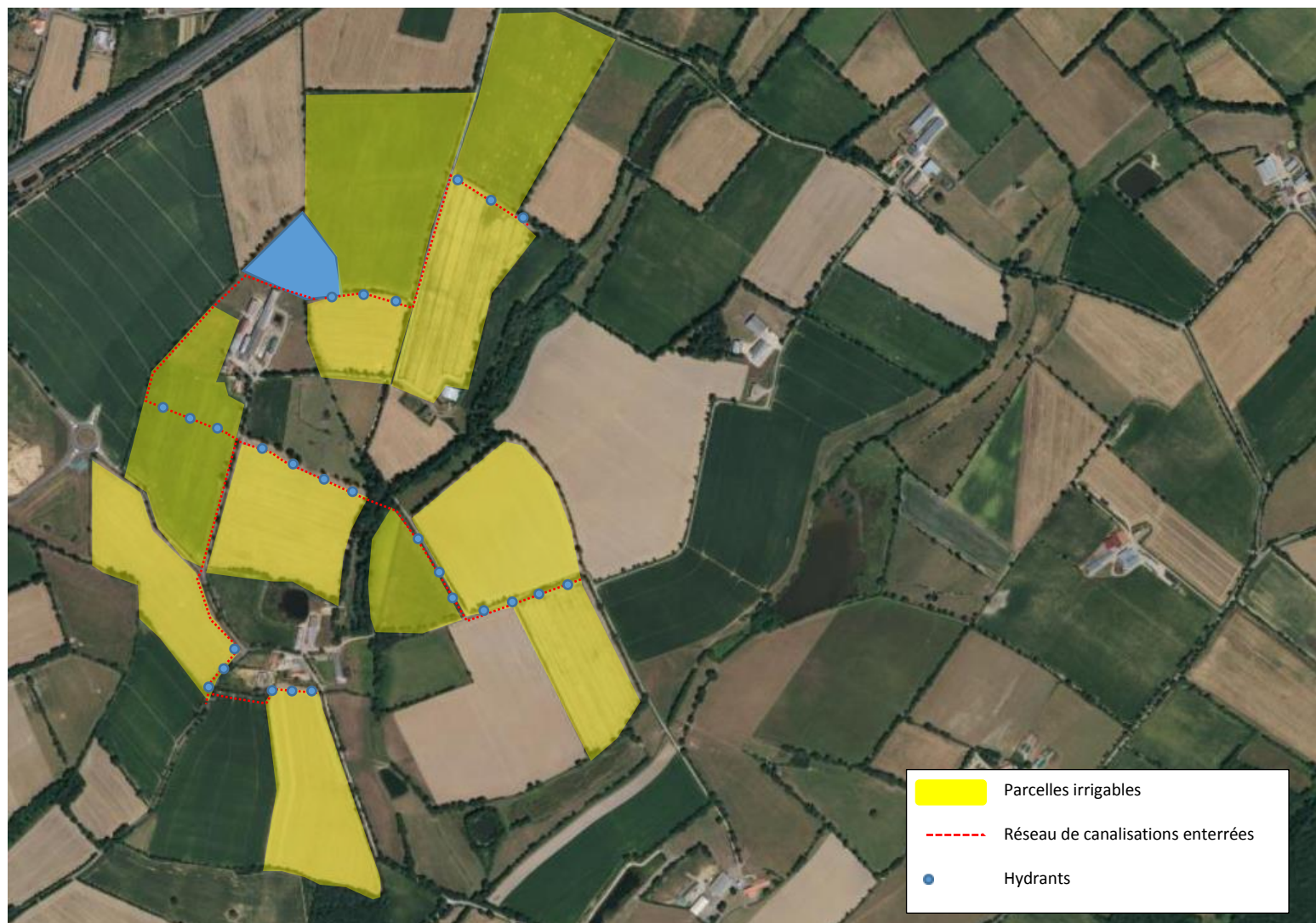
Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

3.5 Servitudes

La parcelle retenue pour le projet ne possède pas de servitude. (Réseau électrique, gaz....)

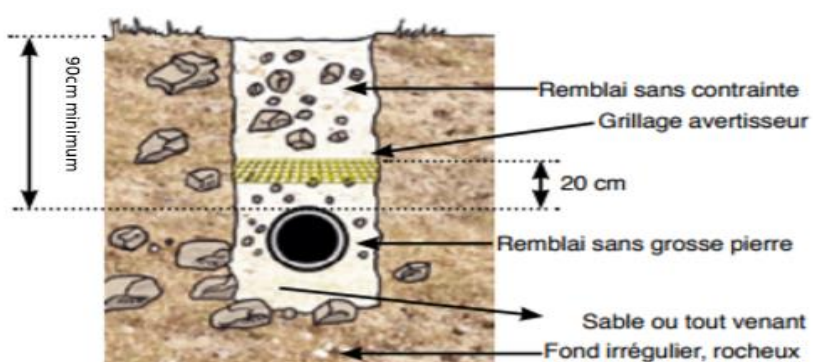
3.6 Plan des parcelles irrigables



Le réseau de canalisation enterré n'impliquera pas de zone humide et ne fera pas l'objet de destruction d'arbre.

L'ensemble du réseau de canalisation sera enfoui sur environ 2 800ml.

- les tuyaux seront calés avec 20 ou 30 cm de terre fine en prenant soin de laisser apparents tous les raccords,
- la mise en eau du réseau sera effectuée lentement pour purger les canalisations,
- une fois l'eau claire, les vannes seront fermées lentement pour monter en pression,
- la tuyauterie sous pression stabilisée et après contrôle de l'installation, les tranchées seront bouchées, toujours en matériaux inertes. L'ensemble des conduites sera enfoui sur des terrains agricoles, ne nécessitera pas l'arrachage de haie. Le tracé ne se superposera pas non plus à des secteurs situés en zone humide.



4. Le SDAGE et le SAGE

Le projet répondra aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne afin d'être compatible et acceptable à sa création.

Enfin, la retenue tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE Auzance Vertonne et Cours d'eau Côtiers

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) comporte un règlement définissant des règles précises permettant la réalisation des objectifs exprimés dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD), et qui font, si besoin, l'objet d'une traduction cartographique.

Objectif du SAGE :

Objectif spécifique n°1 : Préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques

ARTICLE N°1 : INTERDIRE L'ACCÈS LIBRE DU BÉTAIL AUX COURS D'EAU

Objectif spécifique n°2 : Sécuriser et gérer la quantité de la ressource en eau

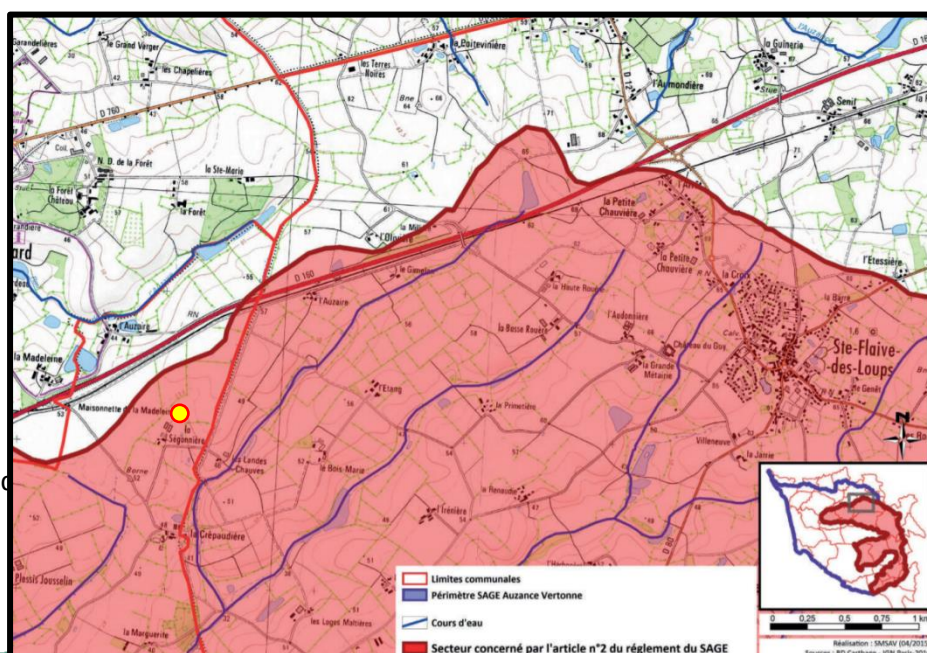
ARTICLE N°2 : INTERDIRE TOUTE NOUVELLE CRÉATION DE PLANS D'EAU

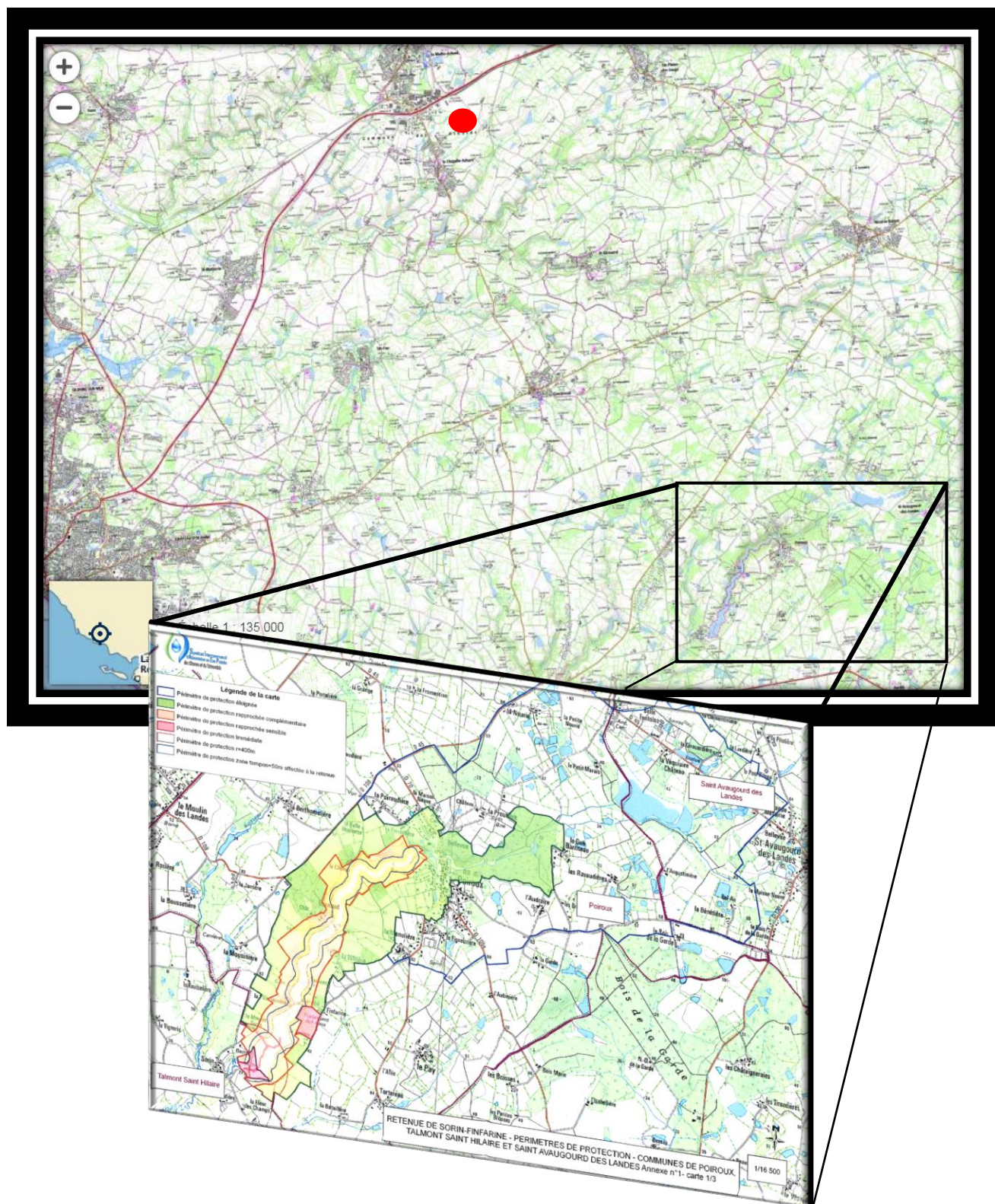
ARTICLE N°3 : RÉSERVER LA RESSOURCE DE SORIN-FINFARINE EXCLUSIVEMENT A L'EAU POTABLE

La création de plans d'eau, quelle que soit leur superficie, qu'ils soient soumis ou non à déclaration ou à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, est interdite sur les bassins versants où il existe des réservoirs biologiques et sur les bassins versants où la densité de plans d'eau est supérieure à 5 par km² identifiés sur la carte n°1 et dans les Annexes.

Cette règle ne s'applique pas aux ouvrages d'intérêt général ou d'intérêt économique substantiel que sont les mares, les réserves de substitution, les retenues collinaires pour l'irrigation, les lagunes de traitement des eaux, les bassins de rétention pluviale en eau, les réserves incendie et les plans d'eau de remise en état de carrières, ainsi que les piscines.

Périmètre d





5. Conclusion.

Le projet de création de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Au vu de l'ensemble des premiers éléments, le projet respectera l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant sa création.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places, de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et de ces caractéristiques techniques.

Le projet a fait l'objet d'une présentation à la communauté de commune du pays des Achard, qui soutient ce projet. L'avancement du projet se poursuivra conjointement avec le service urbanisme.

Le plan d'eau pourra également faire office de réserve incendie, si besoin par les services de secours.

Enfin, cette pré-étude sera présentée aux services de la DREAL, le projet étant soumis à permis d'aménager, représentant une surface supérieure à 2ha d'emprise totale.

Le Cerfa 13409*07 mentionne pour les pièces jointes relatives à une demande de permis d'aménager :

Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact ou une notice d'impact :

PA14. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]